

NON AU DIKTAT DU G20

Alors que la crise financière et économique frappe de plus en plus durement, la France accueille, les 3 et 4 novembre prochains, la réunion du G20 – les 20 pays les plus puissants. Sous prétexte de résoudre la crise, ce sont encore plus de politiques d'austérité, de privatisations, de réductions des dépenses sociales qui vont être décidées. Les dirigeants veulent faire payer aux peuples les dettes des banquiers. Ils se soumettent au chantage des agences de notation (Moody's,...), bras armés des marchés financiers. Nicolas Sarkozy dramatise la situation en disant que notre destin serait scellé dans les jours qui viennent. En réalité, il ne souhaite que rassurer les marchés. Les conclusions du dernier sommet européen le confirment.

La réunion préparatoire des ministres des finances du G20 a d'ores et déjà rejeté l'idée de toute taxation des transactions financières. C'est pourtant la spéculation, sous toutes ses formes, qui contribue fortement aux dérèglements économiques. Le G20 ne cherchera pas à s'affranchir de la domination du dollar, à mettre fin au dumping social et fiscal, à lutter contre les paradis fiscaux.

Ils sont 20, nous sommes des milliards !

D'autres voix doivent se faire entendre. De toute urgence, face à la nature et à l'ampleur de la crise, il faut changer de logique. Il faut en finir avec ces politiques qui causent tant de souffrances partout dans le monde. En finir également avec les logiques d'appauvrissement des populations, de régressions sociales et démocratiques.

Les peuples d'abord, pas la finance !



Face à l'impasse de l'austérité, des enjeux modernes et transformateurs doivent être abordés : maîtrise de la finance ; sortie du diktat de la dette ; relèvement des défis agricoles, alimentaires et écologiques ; combat pour plus de démocratie et une autre gouvernance mondiale.

Il faut relancer une croissance saine. Les cadeaux fiscaux au capital et le pillage par les prélèvements financiers doivent cesser, ce sont des cadeaux qui coûtent cher. L'insécurité sociale doit être abolie. L'augmentation des salaires doit être une priorité, dans toute l'Europe.

Le Front de gauche et son candidat à l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, proposent :

- La taxation des transactions financières.
- La suppression des paradis fiscaux.
- La création d'un pôle bancaire et financier public plaçant le crédit et l'épargne au service des besoins humains et réprimant la spéculation.
- La fin de l'indépendance de la Banque centrale européenne vis-à-vis des institutions démocratiques nationales et européennes afin que ses missions, sa politique monétaire et de crédit, donnent la priorité à l'emploi et au développement durable.



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____